

Reims, le 05 juin 2026

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : D3 i 2026-459

Affaire suivie par : [REDACTED]

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : AURÉADE à La Veuve
Demande de modification des conditions de stockage des balles de déchets





Par transmission du 11 février 2026, la société AURÉADE à La Veuve a adressé à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour demander la modification des conditions de stockage des balles de déchets sur son site.

Cette installation est actuellement soumise au régime de l'autorisation environnementale et est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-A-31-IC du 02 mars 2004.

Les modifications de l'installation sollicitées par l'exploitant sont les suivantes :

- modification des conditions de stockage des balles de déchets ;
- actualisation du dimensionnement des besoins en eau d'incendie (D9) et en rétention des eaux d'extinction incendie (D9a) ;
- réception opérationnelle des moyens de secours par le SDIS de la Marne.

Ce rapport analyse la pertinence et l'acceptabilité de la demande de l'exploitant. Il propose d'accepter la demande de l'exploitant.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
		
L'inspecteur de l'environnement 	Le Chef du Pôle Ressources 	Le Chef du Service de Prévention des Risques Anthropiques 

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société AUREADE exploite l'Usine de Valorisation Énergétique Auréade à La Veuve (51) autorisée au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'UVE traite environ 110 000 t/an de déchets ménagers en une ligne de traitement et 20 000t/an de déchets agronomiques.

L'UVE est une Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) qui est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral (AP) n°2004-A-31-IC du 2 mars 2004 autorisant l'exploitation d'une unité de valorisation énergétique et agronomique des déchets ménagers et assimilés sur la commune de La Veuve.

Le site était concerné par les rubriques 1412 et 1611 toutes deux supprimées en juin 2015. Celles-ci ont été remplacées respectivement par les rubriques 4718 et 4130 sans modification du régime ICPE.

2 – MODIFICATION n°1 - Conditions de stockage des balles de déchets

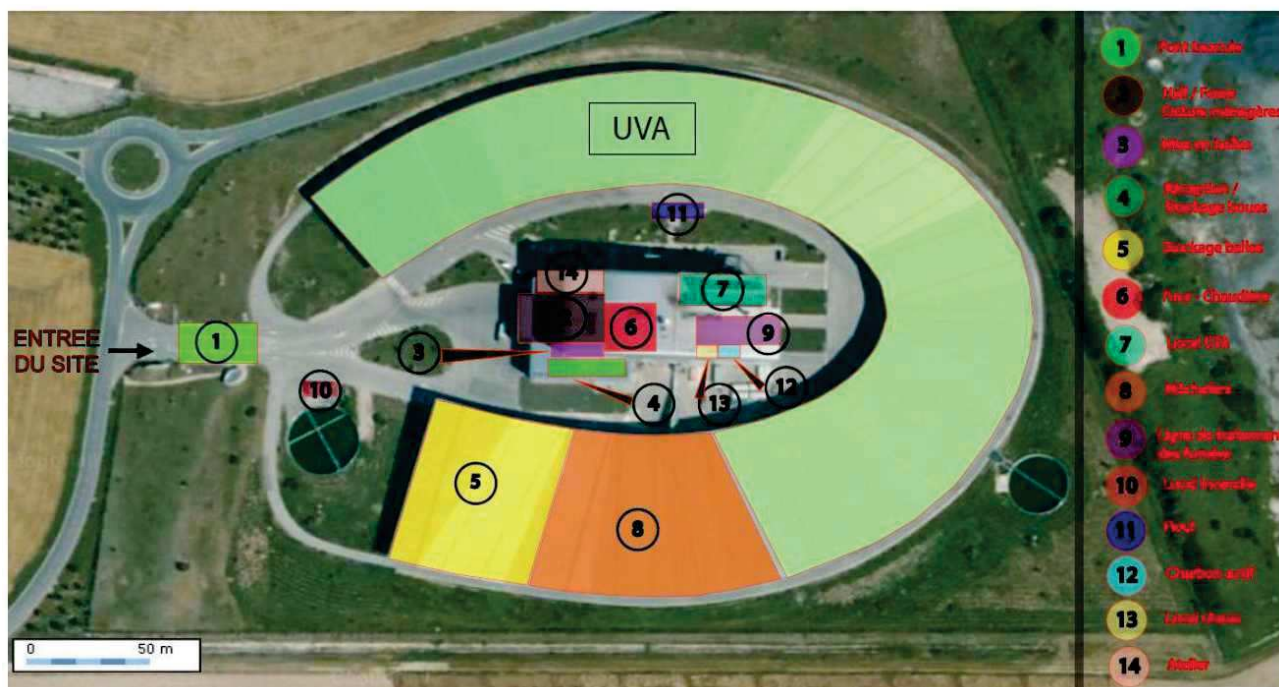
2.1 Présentation de la demande

Le 10 avril 2024, la société AURÉADE à La Veuve a adressé à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour demander la modification des conditions de stockage des balles de déchets et l'actualisation du dimensionnement des besoins en eau d'incendie (D9).

Pour rappel, une ligne de mise en balles des déchets est disponible et utilisée pendant les arrêts techniques.

Les balles sont alors stockées sur des zones dédiées sous le bâtiment périphérique, sur 3 hauteurs de balles au maximum (3 000 m² sur 3,6 m de haut). La capacité de stockage de déchets en balles autorisée s'élève à 6 000 t.

Ancienne disposition (étude de danger 2012) :

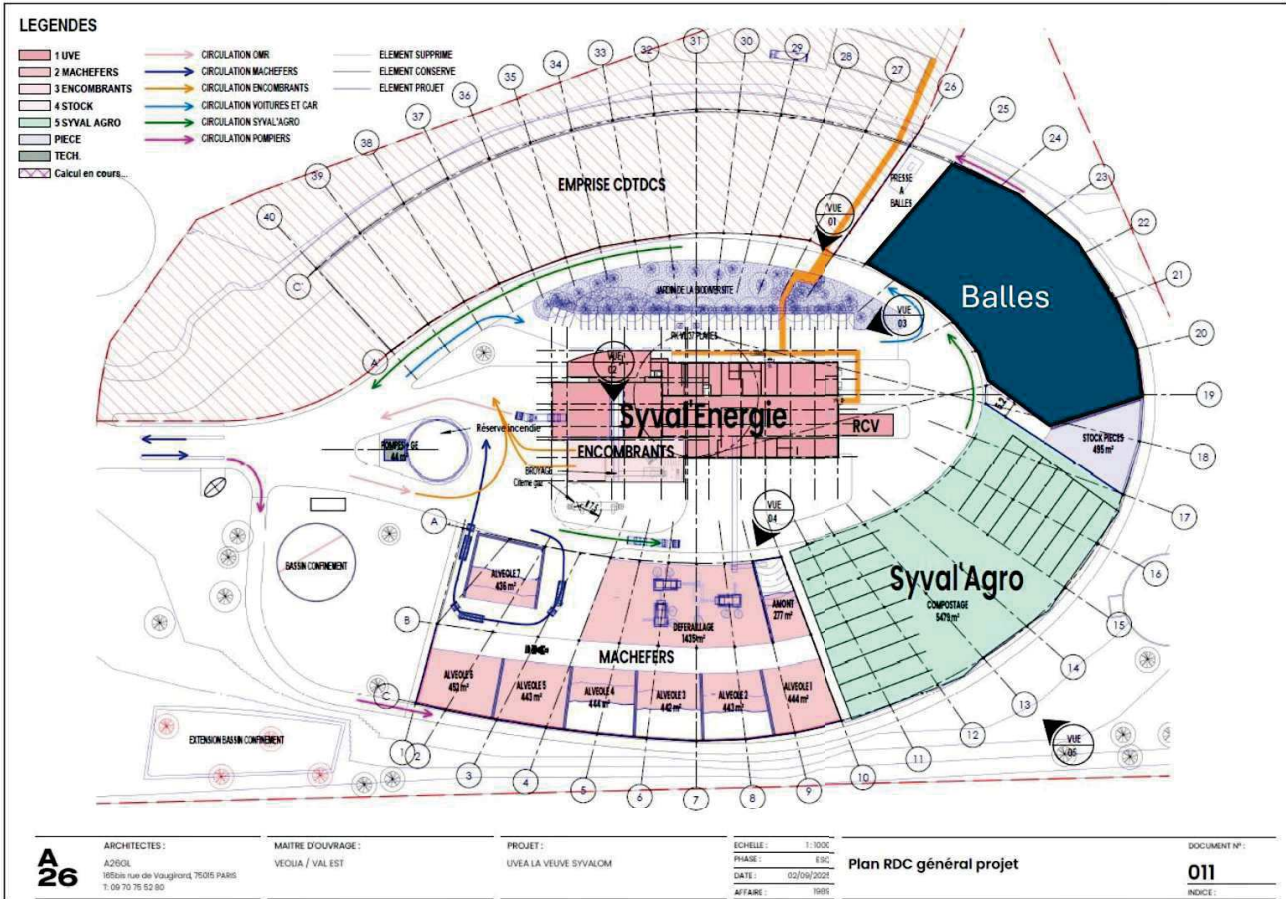


1 : Pont bascule	2 : Hall / fosse OM	3 : Mise en balle	4 : Réception / stockage boues	5 : Stockage balles OMR	6 : Four – chaudière	7 : Local GTA
8 : Mâchefers	9 : Ligne traitement des fûts	10 : Local incendie	11 : Fuel	12 : Charbon actif	13 : Local chlore	14 : Atelier

	mées					
--	------	--	--	--	--	--

Nouvelle disposition :

La zone de stockage des balles d'OMR a été déplacée au sein de l'ellipse (grand préau qui fait le tour de l'usine). Elle est passée de la pointe sud de l'ellipse à la partie est de l'ellipse. L'espace libéré par le déplacement du stock de balle est dorénavant occupé par l'activité de maturation des mâche-fers.



LEGENDES

- 1 UVE
- 2 MACHEFERS
- 3 ENCOMBRANTS
- 4 STOCK
- 5 SYVAL AGRO
- PIECE
- TECH.
- Calcul en cours...

- CIRCULATION OMR
- CIRCULATION MACHEFERS
- CIRCULATION ENCOMBRANTS
- CIRCULATION VOITURES ET CAR
- CIRCULATION SYVAL AGRO
- CIRCULATION POMPIERS
- ELEMENT SUPPRIME
- ELEMENT CONSERVE
- ELEMENT PROJET

Les modalités de stockages sont inchangées :

- Le volume et le tonnage (5 500 t) est identique à ce qui était autorisé sur la zone précédente ;
- Le stock se fait toujours sur 3 étages maximum (3 x 1,2 m) ;
- Volume d'une balle = $\pi \times r^2 \times \text{hauteur} = 3,14 \times 0,6^2 \times 1,2 = 1,36 \text{ m}^3$;
- Volume de stock modélisé = $7\,543 \text{ m}^3$ (63,5 m x 33 m x 3,6 m) (autorisation de l'AP : 10 000 m^3) ;
- Nombre de balles = $7\,543 \text{ m}^3 / 1,36 \text{ m}^3 = 5\,546$ balles
- Tonnage du stock modélisé = 5 546 balles x 0,9 t = 4 991 t (autorisation de l'AP : 5 500 t)
- Surface en flamme : 2 096 m^2 (longueur du stock : 63,5 m ; largeur du stock : 33 m) ;
- Résistance de la toiture : les toitures ne sont pas modélisées dans le logiciel Fluidyn-PAN-FIRE ;
- Résistance des murs : les balles sont stockées à l'extérieur, il s'agit de stocks couverts par un préau sans murs coupe-feu autour du stockage.

Dans son dossier, l'exploitant a réalisé une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie de la zone de stockage des balles de déchets (3, 5 et 8 kW/m^2), à l'aide du logiciel FLUIDYN – PANFIRE V.5.1.

L'exploitant considère que les modélisations réalisées sont majorantes (intensité maximale d'incendies simultanés de plusieurs zones, développement très rapide du feu sur toute la surface du combustible, non prise en compte des actions de lutte contre l'incendie).

Les conclusions de la modélisation indiquent qu'aucun effet domino n'est attendu autour de la zone considérée, ni sur aucun stock ou bâtiment avoisinant. Les flux de 8 kW/m^2 , 5 kW/m^2 et 3 kW/m^2 sont contenus au sein des limites de propriété.

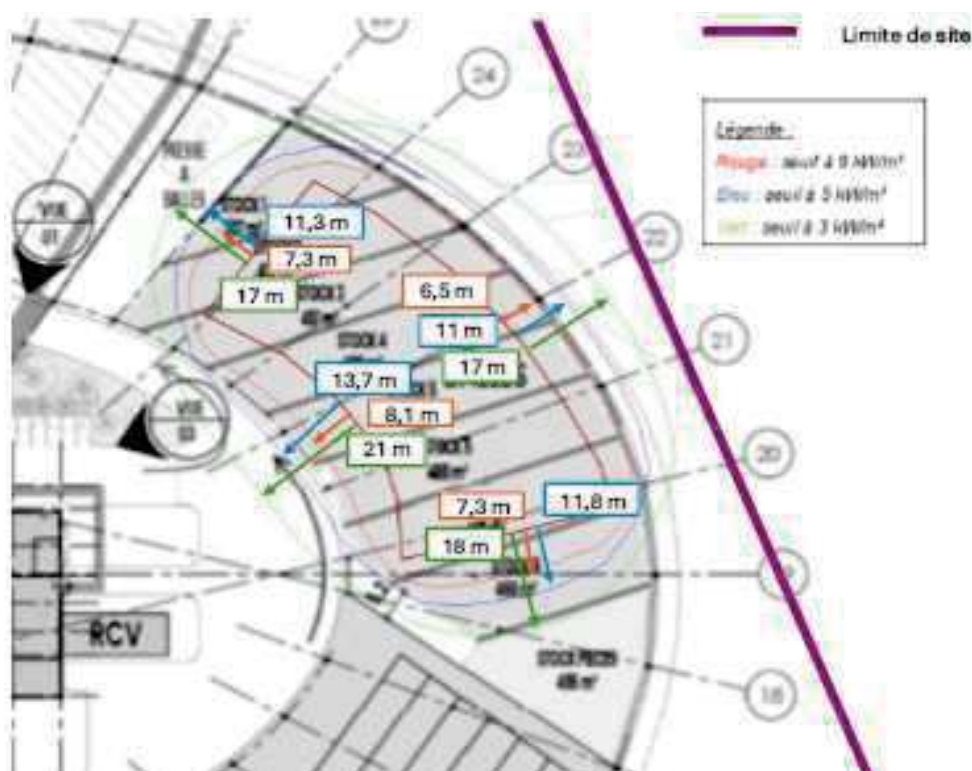


Figure 1: Résultats de la modélisation

2.2 Analyse de l'Inspection

L'Inspection a étudié les données d'entrées utilisées dans la modélisation de l'exploitant, à savoir, l'incendie généralisé à l'ensemble du stock (2 100 m² de balles sur une hauteur de trois rangs).

Les modélisations effectuées par l'exploitant ne montrent ni flux sortant du site ni effet domino d'un incendie du stock de balles sur les installation. Le risque apparaît maîtrisé par l'exploitant.

Cependant, la modélisation a été réalisée sur 7 543 m³ (autorisation de l'AP : 10 000 m³) et 4 991 t (autorisation de l'AP : 5 500 t). Ces volumes seront donc mis à jour dans la révision future de l'arrêté préfectoral du site et l'exploitant devra s'assurer que les dimensions du stockage des balles modélisés seront respectées dans l'exploitation du site.

2.2.1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

Le projet ne consiste pas en une extension des installations (modifications des conditions de stockage, avec les mêmes volumes autorisés).

2.2.2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Néant car l'arrêté ministériel du 15/12/2009 a été abrogé.

2.2.3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elle ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peut être traitée en application du R. 181-46-II.

Avis de l'inspection :

Par ces motifs, le service de l'inspection conclut que ces modifications sont non substantielles.

3 – MODIFICATION n°2 – actualisation des moyens de défense incendie

3.1 Présentation de la demande

Dans le même porter-à-connaissance, la société AURÉADE à La Veuve a adressé une actualisation du dimensionnement des besoins en eau d'incendie (D9) et en rétention des eaux d'extinction incendie (D9a) ainsi que la justification de la réception opérationnelle des moyens de secours par le SDIS de la Marne.

L'exploitant indique que les infrastructures existantes ainsi que les dispositifs de prévention et de gestion des risques restent opérationnelles, garantissant un niveau de sécurité identique à celui précédemment en vigueur :

- moyens de prévention et de détection (respect des limites du stockage, contrôle visuel, éloignement des sources de chaleur ou d'étincelles, formation du personnel) ;
- moyens d'intervention (voie-engin pour les secours, extincteurs, rétention des eaux d'extinction incendie, Plan de Défense Incendie – PDI).

Actualisation du calcul D9 :

L'exploitant a procédé à une mise à jour du calcul du dimensionnement du besoin en eau pour la défense incendie extérieur (selon le référentiel D9).

Selon son calcul, l'exploitant conclut que le besoin en eau d'extinction d'incendie s'élève à 180 m³/h pendant 2h soit un total de 360 m³.

L'exploitant indique pouvoir couvrir ce besoin en eau de 360 m³ par les moyens suivants :

- un bassin de 360 m³ de réserve incendie à l'entrée du site, alimenté par le réseau de la ville (40 m³/h). A partir des plans de construction, l'exploitant a apporté les justifications du dimensionnement de son bassin incendie de 360 m³ (volume utile de 389 m³ avec prise en compte de la glace) qui est supérieur à l'indication dans l'arrêté préfectoral de 2004 (250 m³).

D'autres moyens peuvent être sollicités :

- un bassin de 690 m³ d'eaux pluviales (eaux pluviales de voiries du site) ;
- un bassin de 1290 m³ d'eaux pluviales (eaux pluviales de toiture) ;
- une réserve de 240 m³ externe au site, dans la zone industrielle, à 140 m de l'entrée du site ;
- une réserve de 120 m³ externe au site, dans la zone industrielle, à 360 m de l'entrée du site ;
- un poteau incendie de 60 m³/h, à l'entrée du site (arrêté préfectoral de 2004) ;
- un poteau incendie de 120 m³/h, à proximité de l'entrepôt Béryl, (arrêté préfectoral de 2004).

Actualisation du calcul D9a :

L'exploitant a procédé à une mise à jour du calcul du dimensionnement du besoin en rétention des eaux d'extinction incendie (selon le référentiel D9a).

Selon son calcul, l'exploitant conclut que le besoin en rétention des eaux d'extinction incendie s'élève à 646 m³.

L'exploitant indique pouvoir couvrir ce besoin en rétention de 646 m³ par un bassin de 690 m³ d'eaux pluviales (bassin UVE, destiné aux eaux pluviales de voiries du site) ;

3.2 Analyse de l'Inspection

Sur le D9 :

En l'absence de résultats d'essai, les poteaux incendie de 60 m³/h (à l'entrée du site) et de 120 m³/h (à proximité de l'entrepôt Béryl) ne peuvent pas être retenus dans les moyens de défense.

Les bassins d'eau pluviales (690 m³ et 1 290 m³) ne peuvent pas être pris en compte dans les moyens de défense incendie :

- le bassin de 690 m³ est un bassin pluvial, pouvant servir de rétention des eaux d'extinction ;
- le bassin de 1290 m³ est également un bassin pluvial, ne pouvant être en l'état facilement accessible par les services du SDIS.

Sur le D9a :

L'usage du bassin UVE (690 m³) a été clarifié, sa fonction est uniquement dédiée à la rétention des eaux et non pas à la réserve d'eau incendie. S'il est destiné à la rétention incendie, il doit être en permanence vide (consignes, niveau, etc.).

L'exploitant doit mettre en place un protocole et des mesures de gestion afin de garantir une disponibilité permanente de 650 m³ dans le bassin des eaux pluviales et des organes de confinement fonctionnels et de préférence en position normale fermée.

3.2.1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

Le projet ne consiste pas en une extension des installations (modifications des conditions de stockage, avec les mêmes volumes autorisés).

3.2.2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Néant car l'arrêté ministériel du 15/12/2009 a été abrogé.

3.2.3 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

La modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elle ne procure pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peut être traitée en application du R. 181-46-II.

Avis de l'inspection :

Par ces motifs, le service de l'inspection conclut que ces modifications sont non substantielles.

4 – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par transmission du 11 février 2026, la société AUREADE à La Veuve a adressé à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour demander les modifications des conditions de stockage des balles de déchets sur son site.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. La rédaction de ce projet d'arrêté nécessite des délais supplémentaires et fera l'objet d'un prochain rapport qui inclura également le changement d'exploitant du site prévu fin juillet 2026.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'indiquer à la société AUREADE qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, qu'il peut engager sa réalisation parallèlement à l'élaboration de l'arrêté complémentaire nécessaire, et qu'il n'est pas tenu d'attendre la signature de cet arrêté complémentaire pour réaliser et exploiter la modification.